Civilisations

Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines

41 | 1993

Mélanges Pierre Salmon II

Le contrôle de la main-d'œuvre au Burundi (fin XIX^e siècle environ 1930)

Tharcisse Nsabimana

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/civilisations/1715>

DOI : 10.4000/civilisations.1715

ISSN : 2032-0442

Éditeur

Institut de sociologie de l'Université Libre de Bruxelles

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 1993

Pagination : 307-327

ISBN : 2-87263-094-5

ISSN : 0009-8140

Référence électronique

Tharcisse Nsabimana, « Le contrôle de la main-d'œuvre au Burundi (fin XIX^e siècle environ 1930) », *Civilisations* [En ligne], 41 | 1993, mis en ligne le 30 juillet 2009, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/civilisations/1715> ; DOI : 10.4000/civilisations.1715

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

Le contrôle de la main-d'œuvre au Burundi (fin XIX^e siècle environ 1930)¹

Tharcisse Nsabimana

- ¹ La gestion de la main-d'oeuvre est une question importante dans tout système de production, mais quand on en parle aujourd'hui, on pense plutôt à l'entreprise moderne. Et pourtant dans toute économie moderne ou ancienne, une unité de production, petite ou grande, doit gérer efficacement sa main-d'oeuvre. Ainsi toute société a des mécanismes d'organisation du travail. La société burundaise, à la fin du XIX^e siècle, était également dotée d'un système de gestion de main-d'oeuvre. Au contact de la colonisation, ce système a subi des modifications. Cette étude analyse la gestion de la main-d'oeuvre au cours de ces deux périodes et ce jusque dans les années 1930.

La gestion de la main-d'oeuvre au Burundi à la veille de la colonisation

- ² La répartition de la main-d'oeuvre au Burundi à la fin du XIX^e siècle était faite en fonction de la distribution des richesses entre individus et entre catégories sociales.
- ³ Par richesse, il faut entendre : la terre, une grande progéniture, un grand troupeau de bétail, les outils de production, et une abondance de produits vivriers. Certains auteurs soutiennent que l'économie burundaise du XIX^e siècle ne remplissait pas les conditions d'une économie capitaliste moderne parce qu'il n'y avait pas d'accumulation de capital². Nous pensons qu'il y avait une forme d'accumulation de richesses. Cette dernière ne se faisait bien sûr pas par la spéculation sur les marchés d'échange comme cela se fait aujourd'hui, mais à travers l'exercice du pouvoir politique et l'influence sociale.
- ⁴ En principe, tout individu cherchait à acquérir une terre, facteur de production fondamental pour satisfaire le besoin primordial, à savoir la production des vivres. Mais tout le monde ne se contentait pas de la satisfaction de ce besoin. Certains individus cherchèrent à accumuler la terre et la convertirent en capital.

- 5 Les autorités politiques se servirent de leur pouvoir pour acquérir de grandes étendues de terres. Ceux qui exerçaient des fonctions rituelles obtenaient des terres supplémentaires en récompense aux services rendus au roi et aux chefs. Les gens ordinaires pouvaient également en demander au roi et aux chefs (**itongo ry'umuheto**). L'acquisition de cette récompense foncière pourrait être interprétée comme une forme d'accumulation de la terre, mais également comme un moyen de s'assurer d'une main-d'oeuvre supplémentaire pour ceux qui la cédaient.
- 6 Le roi était théoriquement le propriétaire de toutes les terres. Les sujets n'avaient que le droit d'usufruit. A notre avis, cette propriété, même théorique, légitimait le système de corvées qui assurait au roi et aux chefs une grande réserve de main-d'oeuvre. Comme le constate Roger Botte "le contrôle sur la terre assure plus fortement le contrôle sur les possesseurs"³.
- 7 Les gens qui habitaient près des domaines royaux pouvaient exploiter quelques parcelles sur ces domaines à leur propre compte. En retour, ils cultivaient les champs du roi⁴. Ainsi, à travers le système de corvées, le roi était assuré d'une main-d'oeuvre provenant de tout le royaume, et d'une autre plus ou moins permanente, et à portée de la main.
- 8 Les chefs obtenaient également une main-d'oeuvre provenant des sujets qui s'acquittaient de leurs obligations. Ils disposaient aussi d'une main-d'oeuvre provenant des clients auxquels ils avaient donné des terres.
- 9 Les ritualistes de la cour royale et ceux des cours des chefs se constituaient également une clientèle en distribuant des biens (terres et bétail) qu'ils avaient reçus en récompense des services religieux rendus. En retour, ces clients constituaient une main-d'oeuvre dévouée et fidèle à ces hommes de secrets.
- 10 Des gens ordinaires mais riches pouvaient aussi se constituer une main-d'oeuvre supplémentaire à celle de leur famille par le système de **kugererra** et/ou **gutiza ubwatsi**, une sorte de métayage. Le bénéficiaire de la terre devait remettre au propriétaire une partie de la récolte, et lui fournir une main-d'oeuvre. Il en était de même pour le **mushumba** (domestique) qui ne payait le droit de résider dans la famille hôte que par son travail.
- 11 La distribution de la terre devint donc un outil important pour l'accumulation de la main-d'oeuvre. Il en était de même de la distribution du gros bétail.
- 12 Le roi et les chefs étaient de grands propriétaires du gros bétail. Ainsi, ils en contrôlaient jusqu'à un certain niveau la circulation et ce non seulement à travers les relations politique, mais aussi de voisinage, d'amitié et de parenté. C'est ce qu'on a appelé **l'Ubugabire**. Le système d'**Ubugabire** se concrétisait par le don d'une tête de bétail. Le donateur devenait **Shebuja** "patron", et le récipiendaire **Umugabire** "client". Nous ne l'analysons ici que dans ses rapports avec l'accumulation de la main-d'oeuvre.
- 13 Le "patron" pouvait être un "supérieur", par exemple une autorité politique, et le client, un sujet. Dans d'autres cas, le patron et le client étaient tous des gens ordinaires, de même ethnie ou d'ethnies différentes⁵. Lorsque la relation d'**Ubugabire** s'établissait entre un "supérieur" (une autorité politique par exemple) et un sujet, les rapports qui en résultaient étaient pratiquement les mêmes que ceux issus du don d'une terre.
- 14 Comme la terre, tout le bétail appartenait théoriquement au roi. Cette propriété devenait réelle après les épizooties qui dévastaient les troupeaux comme lors de la peste bovine de 1891-1892 qui emporta environ 95 % du bétail⁶. Le bétail qui survécut fut réquisitionné

par la cour royale pour la reproduction et la redistribution⁷. Ainsi tous ceux qui recevaient une tête de bétail du roi après les épizooties devenaient des clients effectifs du roi.

- 15 Que ce soit dans des situations régulières ou irrégulières, l'**Ubugabire** entre "supérieur" et sujets renforçait les rapports de dépendance qui existaient déjà. Le roi et les chefs s'en servirent pour se constituer une réserve de main-d'oeuvre permanente et fidèle.
- 16 Le contrat d'**Ubugabire** qui liait les gens ordinaires, les amis ou les membres d'un même clan était sous-tendu par l'offre de la main-d'oeuvre par le client au patron. Le premier accomplissait des tâches agricoles et pastorales, il aidait le patron à organiser les cérémonies marquant certaines étapes de la vie telles que la naissance, le mariage, le décès. Le contrat pouvait cependant prendre fin, notamment après la remise par le client d'une génisse descendant de la vache que ce dernier avait obtenue⁸.
- 17 E. Mworoha soutient qu'**Ubugabire** n'était pas une forme d'exploitation du client par le patron, mais des "échanges volontaires fondés sur les amitiés et l'interdépendance économique"⁹. Cependant, le besoin pouvait amener quelqu'un à accepter des conditions difficiles pour le satisfaire, d'où risque d'abuser d'un système d'échanges qui, au départ, pouvait être effectivement justifié par la nécessité d'une complémentarité économique.
- 18 Comme pour la distribution de la terre, il n'y a pas de doute que l'**Ubugabire** ait été un moyen d'accumuler la main-d'oeuvre, et cela à plusieurs niveaux de la société.
- 19 La circulation d'autres formes de richesses comme le petit bétail et les outils de production n'était pas aussi rigoureusement contrôlée que la terre et le gros bétail. En effet, le petit bétail n'occupait qu'une place secondaire dans l'économie du pays. Il ne jouait pratiquement pas de rôle social. Toutefois, les outils de production étaient d'une certaine importance dans les relations inter-individuelles. La houe par exemple était un outil de première nécessité. Tout le monde ne pouvait pas s'en fabriquer faute de maîtriser la technique et d'accéder à la matière première (minerais de fer)¹⁰. Elle pouvait donc être accumulée et utilisée pour se constituer une clientèle.
- 20 Le roi avait, par exemple, ses propres forgerons dont la tâche était de produire les houes et les autres objets en fer (lances, flèches, couteaux). Il avait également d'autres artisans à son service pour le travail du bois, la vannerie, la fabrication d'habits en écorce de ficus etc... Quant aux chefs, ils recevaient les outils en fer et autres objets d'artisanat des spécialistes auxquels ils avaient donné du bétail et de la terre. Ici il s'agit également d'une accumulation de main-d'oeuvre spécialisée. Les gens ordinaires fabriquaient eux-mêmes les objets dont ils avaient besoin ou ils les obtenaient en échange contre des produits agricoles et d'élevage.
- 21 La guerre était un autre moyen d'accumuler la main-d'oeuvre. En effet, la puissance d'un chef s'évaluait au nombre de ses sujets. Un des moyens de les augmenter était précisément de faire la guerre aux chefs voisins. Après la guerre, le vaincu perdait ses sujets, ses terres et son bétail. Ainsi les sujets du chef voisin constituaient une réserve potentielle de main-d'oeuvre, à condition de s'imposer sur lui. Les terres et le bétail acquis après une victoire étaient des moyens d'attirer une nouvelle clientèle qui allait contribuer à l'augmentation de la main-d'oeuvre.
- 22 La terre et la vache étaient ainsi des signes de richesse et des atouts pour exercer une influence sociale. Comme le fait remarquer F. Marchi parlant du Rwanda : "De nombreux troupeaux sont synonymes de puissance parce que le propriétaire peut se créer par

cessions contractuelles diverses une vaste clientèle d'**abagaragu** qui vit autour de lui, cultive, travaille et exécute les corvées etc."¹¹.

- 23 Le roi, les chefs et les gens ordinaires qui bénéficiaient du travail des autres cherchèrent également à s'en assurer de façon permanente. Il fallait pour ce faire contrôler la reproduction de la main-d'oeuvre. Le système de distribution de la terre et du bétail joua encore une fois ce rôle.
- 24 Les descendants d'un client continuaient à accomplir les obligations de leur père à l'égard de ces autorités. Il en était de même des descendants des clients des gens ordinaires bien que dans ce dernier cas, il ait été plus facile de casser le contrat. Un informateur nous parle d'une situation de ce genre qu'il a connue: "Cambu, grand-père de Nyawenda, avait obtenu une propriété foncière de mon grand-père Rusongore. Lorsque ce dernier décéda, Cambu continua à fournir des prestations à mon père. A la mort de ce dernier, c'était mon tour d'en bénéficier"¹². Ainsi de père en fils, plusieurs générations étaient impliquées dans ce système de clientélisme foncier. Il en était de même pour le **Bugabire** où on note que le fils et le petit-fils de quelqu'un qui fournissait des prestations pour une vache reçue, continuaient à rendre les mêmes services au donateur¹³. Rappelons que le contrat d'**Ubugabire** prenait fin avec la remise d'**Inyokorano** (la génisse remise au patron). Il convient de noter l'importance sociale de ce système à travers lequel des relations sociales agissantes étaient tissées entre les deux partenaires.
- 25 Au niveau du ménage, le contrôle de la reproduction de la main-d'oeuvre pouvait être fait par les parents. A la fin du XIX^e siècle, l'unité de production était le ménage. La main-d'oeuvre était essentiellement familiale. Pour survivre, le ménage devait se reproduire biologiquement, c'est-à-dire avoir des enfants. Ceux-ci constituaient une main-d'oeuvre non négligeable. La question qui se pose ici est de savoir si le mariage des enfants (filles et garçons) était un moyen de reproduction de main-d'oeuvre ou de perte de celle-ci pour les parents.
- 26 En retardant le mariage de leurs enfants, certains parents bénéficiaient plus longtemps de leur travail. Théoriquement, ils pouvaient le faire en refusant de payer la dot pour leurs fils. Celle-ci était sous forme de gros bétail ou de houes. Ces biens étaient difficiles à acquérir sans l'aide des parents. De même, une fille ne pouvait épouser quelqu'un sans l'accord des parents.
- 27 Le mariage des filles était effectivement considéré comme une perte de main-d'oeuvre, et la dot comme une sorte de compensation. Cependant si les autres conditions pour le mariage étaient réunies (âge, bons rapports entre les futures belles familles), les parents ne pouvaient pas s'opposer au mariage de leurs filles sous prétexte qu'ils perdraient une main-d'oeuvre. En réalité, elles n'étaient pas complètement perdues. De temps à autre, les femmes mariées revenaient donner un coup de main à leurs parents. Plus tard, elles leur envoyaient un ou deux enfants pour y résider pendant une période plus ou moins longue afin de les aider. Comme le disait P. Harimenshi "par le mariage, la femme va rejoindre la demeure de son mari... elle s'intègre dans le clan de son mari, mais elle n'y entre pas. Elle reste sous l'influence des membres de sa famille d'origine qui sont d'ailleurs prêts à l'exercer chaque fois que l'occasion se présente"¹⁴.
- 28 Théoriquement, les garçons restaient sous le contrôle de leurs parents, comme le rapporte cet informateur : "Au mariage de mon fils, il devient un chef de ménage, mais aussi longtemps que je suis vivant, je reste chef de l'exploitation (**Nyene urugo**). On ne dit pas qu'on va chez mon fils, même s'il est marié et puissant. Même s'il a déjà trois

enfants, on continue à considérer le père comme chef d'exploitation"¹⁵. Les fils déjà mariés étaient socialement obligés d'aider leurs parents pendant les saisons de grands travaux. Tout comme les filles, les fils envoyaient un ou deux enfants chez leurs parents pour les aider. Les parents comptaient sur un fils et ses enfants, plus souvent, que sur une fille.

- 29 Pour répondre à la question posée de savoir si les parents retardaient le mariage de leurs enfants et s'ils avaient une raison quelconque de le faire, nous dirons que les parents avaient les moyens de le faire, mais qu'il n'y avait aucun intérêt. Des cas rares pouvaient se produire et ce à cause de l'égoïsme des parents ou d'une mésentente entre ces derniers et les enfants.
- 30 Ces mécanismes d'accumulation et de contrôle de la reproduction de la main-d'oeuvre ont survécu pendant la période coloniale, mais d'autres ont été également mis en place. De nouveaux besoins sont apparus. Ainsi le pouvoir de décision en matière de gestion de la main-d'oeuvre échappa au roi, aux chefs, voire même au responsable du ménage en ce qui concerne la main-d'oeuvre familiale.

Nouveaux besoins de main-d'oeuvre, autres mécanismes de contrôle au début de la période coloniale

- 31 Au début de l'occupation allemande, il n'y avait pas encore de grands travaux de construction de routes ou de plantations pour provoquer une grande demande de main-d'oeuvre. Comme le fait remarquer Carol Dickerman, seuls les travaux domestiques, le portage et la construction de quelques postes administratifs occupaient une portion de la main-d'oeuvre : "Unskilled labor was needed to perform various tasks for newcomers. Europeans, Asians and Africans alike employed local men as servants. Most of the soldiers and artisans posted to Usumbura had families and hired local Rundi as domestics. German officers, priests and Indians and arab merchants also hired men to wash, cook and clean"¹⁶.
- 32 Cependant, le portage devint plus important vers la fin de l'occupation allemande avec le développement du commerce et le transfert de la capitale de la Résidence de l'Urundi, d'Usumbura à Gitega. "In 1911-1912, probably the peak years of Usumbura's commercial prosperity under German rule perhaps 400 caravans of varying sizes were organised in Usumbura. Even if only a part of the porters for such caravans were drawn from the Usumbura area, the man-power needed were such as to require the participation of many local Rundi. Any chief who did not respond to the requisition of his men faced punishment"¹⁷.
- 33 De plus, avec le programme de lutte contre la maladie du sommeil, une grande main-d'oeuvre était recherchée pour débroussailler les plaines du Lac Tanganyika et la vallée de la Rusizi.
- 34 En outre, l'impôt de capitation devint rapidement un autre moyen de mobiliser une main-d'oeuvre nombreuse pour des activités autres que la production vivrière. Chaque homme adulte devait payer annuellement une roupie ou travailler 30 jours pour l'administration. Comme il était difficile de gagner la roupie, il y a lieu de penser que beaucoup de gens n'avaient d'autres options que de travailler les 30 jours.

- 35 Plus tard, l'administration coloniale argumenta que l'impôt de capitation était dans la logique des corvées imposées par le roi et les chefs pendant la période pré-coloniale. En réalité, l'impôt était plus lourd que les corvées parce que ces dernières n'étaient pas imposées à chaque individu, mais au clan entier. De plus, l'impôt de capitation représentait une charge supplémentaire puisque les corvées n'étaient pas encore abolies au moment où il était institué.
- 36 Avec la colonisation belge, la mobilisation et le recrutement de la main-d'oeuvre devint un élément important de la politique économique.
- 37 Entre 1920 et 1930, la main-d'oeuvre du Rwanda-Urundi était recrutée pour les compagnies exploitant les mines du Katanga, ainsi que pour les plantations et les mines de l'Est du Congo belge. "By 1920, European industry and commerce were emerging in these areas-firms with branches and head quarters in Zaïre and Bujumbura. European settlements in Eastern Zaïre and the Rusizi River, the Union Minière du Haut Katanga required larger amounts of African labor"¹⁸. Par ailleurs, des gens ont été recrutés pour travailler dans les sociétés agricoles installées au Burundi comme la Compagnie de la Rusizi, la compagnie du Kivu, la Société des Plantations de l'Urundi et la Compagnie Agricole de l'Urundi, et dans la construction des routes.
- 38 Cependant, tout comme pendant la période allemande, l'activité qui mobilisait le plus de gens était le portage. Cette situation était aggravée à la fin des années 20 par le manque de routes et de véhicules. Le rapport économique du territoire de Kayogoro de 1926 fait mention de plus de 6.000 porteurs recrutés dans ce seul territoire pendant une période de 4 mois¹⁹.
- 39 L'autre activité qui préoccupait le pouvoir colonial belge en son début était la construction des routes. Dorsey Learthen le montre clairement. "Roads were especially important not only for lowering the cost of transport but also for reducing the need for carriers. The latter had been recruited since the German occupation, but their numbers... in 1925, 71.912 had grown so large as to cause a shortage of man power in agriculture and commerce, thus creating a dilemma for an administration committed to African commercial agriculture and European entreprises. The solution was to be found in road construction"²⁰.
- 40 Jusqu'en 1928, ce sont donc les routes qui préoccupaient l'administration. Après la famine de 1928-1929, et la mise sur pied du programme de redressement économique de Charles Voisin, la main-d'oeuvre devait être orientée vers les travaux en rapport avec ce programme²¹.
- 41 La main-d'oeuvre était, pour l'administration coloniale, un important facteur de production²². L'autorité coloniale voyait cependant deux obstacles liés à sa mobilisation complète : la capture de cette main-d'oeuvre par les chefs et la paresse du Murundi.
- 42 Les impôts et autres taxes avaient pour objectif d'amener les africains à aimer le travail. Dorsey Learthen le fait bien remarquer : "they (the Administration) reasoned that higher taxation, regardless of how it was obtained, would help to overcome the African's repugnance to work, which European officials further beleived was common and which prevented the African from making an effort that would transcend his desire to produce only for his immediate or primordial needs"²³.
- 43 Aussi l'administration coloniale prétendait qu'une grande main-d'oeuvre était capturée par le roi, les chefs et les sous-chefs à travers le système de prestations. Elle décida d'abolir ces dernières. En réalité, c'était pour libérer une main-d'oeuvre nécessaire à

l'agriculture commerciale et à d'autres corvées coloniales²⁴. Les résultats obtenus n'ont pas été ceux qui étaient attendus. Il y eut plutôt un mouvement d'émigration vers les territoires britanniques : l'Uganda et le Tanganyika Territory²⁵.

- 44 Le manque de main-d'œuvre était donc un problème sérieux aussi bien au niveau national que familial. La question qui se pose est de savoir comment elle a été répartie entre les travaux domestiques, l'agriculture et les obligations coloniales.
- 45 Le temps imparti aux travaux domestiques devint plus long. Les cultures diffusées dans le cadre de la lutte contre les famines (le manioc, la patate douce et la pomme de terre) exigeaient un temps plus long pour la préparation du terrain que pour les céréales et les légumineuses. Voici ce que nous confie un des informateurs à propos de la diffusion de la pomme de terre : "Personne ne sait comment ces pommes de terre furent diffusées, d'où la semence est venue. Lorsque nous préparions le terrain pour le sorgho, nous arrachions de très grosses tubercules et les jetions derrière nous. Les gens pauvres venaient alors nous en demander, et nous leur en donnions. Nous ne savions qu'en faire. Ils les cuisaient sans les éplucher, et lorsqu'ils les mangeaient, ils vomissaient après un temps, ils apprirent à enlever l'écorce en les frottant les unes contre les autres dans un panier. Finalement, ils surent comment les éplucher et elles devinrent un bon aliment"²⁶.
- 46 Apparemment, il a fallu également du temps pour que les gens s'habituent à la préparation de la pomme de terre. L'opération elle-même, à savoir éplucher toutes les pommes de terre nécessaires pour un repas, une à une, prenait beaucoup de temps.
- 47 Il en était de même pour le manioc. Celui-ci était de deux variétés, une amère et une autre douce. La variété amère était la plus diffusée et la plus difficile à préparer. Elles résistait aux maladies cryptogamiques et n'était pas recherchée par les animaux prédateurs. L'administration coloniale considérait les difficultés de préparation du manioc comme un obstacle à son adoption par la population²⁷. En effet, comme pour la pomme de terre, apprendre la préparation de la variété amère a pris beaucoup de temps. Voici ce que nous raconte un informateur à ce propos. "Ce sont les chefs et les sous-chefs qui faisaient cultiver le manioc sur un terrain en friches... Après leur récolte, nous les rouissions et les séchions. Quelques temps plus tard nous les rouissions une seconde fois et ensuite nous les séchions complètement"²⁸. Toutes ces opérations constituaient un travail supplémentaire pour les femmes et les enfants qui étaient responsables de la préparation des repas.
- 48 Le travail domestique était aussi accru par la pression coloniale pour améliorer les conditions d'hygiène. Les différentes épidémies qui s'étaient développées à partir des années 1890 n'avaient pas encore disparu après 1931²⁹.
- 49 Le gouvernement et les missions insistèrent d'abord sur la prévention et organisèrent des campagnes de vaccination et de destruction des agents vecteurs de maladies telles que la mouche tsé-tsé, l'anophèle, notamment dans la plaine de l'Imbo. Des consultations prénatales et pour nourrissons furent aussi organisées. Des mises en quarantaine des malades affectés par des maladies contagieuses furent décidées et exécutées. Parfois, on mettait le feu aux maisons qui avaient abrité les malades³⁰.
- 50 Ces actions médicales devaient certainement avoir un effet positif à moyen et à long terme. Néanmoins, elles désorganisèrent le rythme de la production et causèrent la panique parmi les populations. Ce sont les vaccinations qui causèrent le plus de tort à la population. Elles provoquèrent des gonflements de bras, voire des ulcères au point que les gens ne se rendaient aux centres de vaccination que par force. De plus, les distances à

parcourir pour se rendre à ces centres étaient longues. Comme alternative, une équipe médicale itinérante fut mise sur pied pour visiter la population à domicile. Pour l'administration, ce processus permettait de vérifier en même temps l'état hygiénique des habitations. Les gens ne voyaient pas d'un bon oeil ces visites qui étaient gênantes.

- 51 Les programmes médicaux augmentaient le travail des femmes. C'étaient elles qui menaient les enfants aux vaccinations et qui se rendaient aux consultations prénatales. C'étaient elles qui devaient s'occuper des soins des enfants et de l'habitation. Cependant, il s'agit ici d'un manque à gagner difficile à évaluer, car si, à court terme, une bonne partie de la main-d'oeuvre a été empêchée de vaquer aux activités habituelles de production, à moyen et à long terme, les effets positifs des services de santé étaient certains. Ainsi pouvons-nous dire qu'à court terme, le travail domestique et les soins de santé ont été en conflit avec les travaux agricoles initiés dans le cadre du plan de redressement économique de Charles Voisin (voir note 20).
- 52 Quant aux activités agricoles de l'époque, elles peuvent être groupées en trois catégories : celles relatives aux cultures vivrières régulières, celles concernant les cultures vivrières obligatoires, et enfin celles relatives aux cultures de rapport. Les cultures vivrières régulières étaient généralement annuelles ou saisonnières (céréales, légumineuses). Les cultures vivrières obligatoires sont pérennes (manioc) ou saisonnières mais résistant aux fluctuations climatiques (patates douces). Les cultures de rapport étaient notamment le café, le coton, le quiquina, mais nous ne parlerons que du café.
- 53 Les cultures annuelles exigeaient la même quantité de travail toutes les années, sauf la première année, celle du défrichement. Les cultures saisonnières étaient en principe celles qui devaient consommer le plus de main-d'oeuvre. Quant aux cultures pérennes, elles exigeaient beaucoup de main-d'oeuvre au moment de l'installation des plantations. Toutefois, les travaux d'entretien provoquaient un conflit de calendrier avec les cultures annuelles et saisonnières non obligatoires, voire avec celles qui étaient obligatoires (patates douces, pommes de terre).
- 54 Pour nous faire une idée du temps que les cultures obligatoires prenaient à l'agriculteur, il nous suffit de rappeler les mesures fixant les superficies minimales par "Homme Adulte Valide" (HAV). L'ordonnance du 7 novembre 1924 exigeait de chaque chef de ménage d'établir cinq ares de cultures non-saisonnières. Le règlement n° 96 (Agri du 20 août 1931) exigeait quant à lui que toute personne adulte valide et non salariée maintienne en culture une superficie minimale de 50 ares entièrement réservés aux plantations vivrières parmi lesquels 15 ares étaient consacrés aux plantes non saisonnières³¹.
- 55 Au niveau des exigences en main-d'oeuvre, ces deux règlements sont très différents. Celui de 1924 exigeait au chef de ménage d'entretenir seulement cinq ares. Celui de 1931 imposait 50 ares à chaque personne adulte. On voit clairement, que dès 1931, rien que pour les cultures vivrières obligatoires, la demande de main-d'oeuvre s'accrut de 1.000 %. De plus, ceci prouve une fois de plus que le ménage cessait d'être la base pour la gestion de la main-d'oeuvre au profit de l'individu (Homme Adulte Valide).
- 56 Mais pour que chaque personne adulte puisse mettre en culture 50 ares, il fallait des terres supplémentaires. En effet, tout le monde n'en disposait pas. L'administration demanda aux chefs et sous-chefs d'en fournir à chaque sujet qui en avait besoin. Le rapport d'administration belge sur le Ruanda-Urundi de 1928 précise que "les chefs et notables sont contraints, dans toute la mesure du possible, à livrer à leurs administrés les

terrains nécessaires aux plantations et ces derniers ont été tenus de travailler la terre et de l'ensemencer"³².

- 57 Ceci eut beaucoup de conséquences sur la gestion de la main-d'oeuvre. Les terres étaient généralement éloignées des domiciles des bénéficiaires. Ces derniers perdaient beaucoup de temps sur le chemin en se rendant aux champs et en y revenant. De plus, les cultures qui y étaient pratiquées étaient du manioc et des patates douces. Il fallait donc transporter les boutures sur de longues distances. C'était une véritable corvée. Voici un témoignage d'une de nos informatrice à ce propos : "J'ai transporté des boutures de manioc, mon enfant aîné au dos. Nous étions réquisitionnés. Autrefois, quand un homme allait faire du commerce (**guhanzura**), on le réquisitionnait pour les travaux obligatoires. Quand on m'a réquisitionnée, mon mari était absent. Arrivé à la maison, il a eu pitié de moi parce que je venais de mettre au monde et j'avais un enfant au dos. Il est venu à ma rencontre pour m'aider. Il m'a rencontré à Rukonwe. J'avais un lourd fagot de boutures de manioc et l'enfant au dos. Nous avons souffert"³³.
- 58 A ces cultures obligatoires, il faut ajouter le drainage des marais. Le rapport de l'administration belge sur le Ruanda-Urundi, pendant l'année 1930, est clair à ce sujet. "La transformation des marais en terres agricoles est un des autres objets assignés à l'activité des autochtones". Dans certains cas, l'Administration est intervenue directement, en ce sens qu'elle a pris à sa charge les travaux de drainage dont l'étendue et la profondeur rebutaient les cultivateurs indigènes³⁴.
- 59 L'intervention de l'administration devait alléger la population de ces lourds travaux de drainage. Mais il ne suffisait pas de creuser les drains. Il fallait aussi les entretenir. Ce n'était pas une tâche facile. Eeckhout, un expert du génie rural écrivait à ce propos en 1941 : "votre drainage... effectué, il ne reste qu'à l'entretenir chaque année, à nettoyer les canaux pour les tenir ouverts à la profondeur et la largeur nécessaires : un travail aussi important que le drainage même, car, s'il est négligé, il ne faut que quelques années pour que tout soit à recommencer"³⁵. La mise en valeur des marais était une tâche difficile, et de surcroît, elle coïncidait avec la récolte des cultures de collines.
- 60 Les cultures de rapport exigeaient quant à elles un travail intensif, donc une main-d'oeuvre presque permanente. Il fallait établir et entretenir une pépinière, transplanter les plants, entretenir la plantation, récolter etc... Le café était et reste la culture de rapport la plus importante au Burundi ; c'est sur elle que nous nous basons pour estimer la main-d'oeuvre que les cultures de rapport pouvaient occuper. Nous partons de son calendrier agricole.
- 61 Les activités relatives à la culture du café sont échelonnées sur plusieurs années. Ainsi, la première année, de septembre à décembre, il y avait des activités relatives à l'établissement de la pépinière. La deuxième année, d'octobre à décembre, c'était le transfert des plants, de la pépinière à la plantation, préparée l'année précédente. La troisième année et les années suivantes, le caféiculteur faisait des travaux d'entretien, et lorsque le caféier commençait à produire, il fallait récolter. On pourrait faire les observations suivantes en rapport avec la main-d'oeuvre nécessaire pour la culture du café.
- 62 Le caféier est une culture pérenne, aussi la main-d'oeuvre peut être distribuée sur plusieurs années. Mais il faut remarquer que la demande de main-d'oeuvre s'accroît avec l'âge de la plantation, puisqu'il faut l'entretenir, et au besoin remplacer les vieux caféiers.

- 63 La plupart des activités agricoles ayant trait à la caféiculture sont concentrées entre mai et juillet, une période de récolte des cultures de collines et des travaux dans les marais.
- 64 Compte tenu de cette distribution d'activités sur plusieurs années, et des dimensions relativement réduites d'une plantation de café (5,40 ares sauf pour les grands chefs), la caféiculture ne devrait pas consommer beaucoup de main-d'oeuvre. Cette observation est toutefois en contradiction avec les témoignages de gens qui y étaient astreints. Pour eux, la caféiculture était tellement dure que beaucoup de gens préférèrent s'exiler. "Lorsqu'on a introduit le café, chaque personne (ménage en réalité) était obligé de planter 65 caféiers. Le trou dans lequel devait être planté un caféier avait des dimensions telles qu'un homme adulte pouvait s'y asseoir. Il fallait y mettre de la fumure. Trois moniteurs agricoles supervisaient le travail. S'il n'était pas bien fait, tu étais malheureux. Le paillis devait aller jusqu'à la hauteur des genoux. Après ils ont augmenté le nombre d'arbres requis. A son début, la culture du café était une calamité. Des gens ont fui vers Kigoma... D'autres se sont résignés"³⁶. Nous pensons que les gens y résistèrent parce qu'ils ne voyaient aucun intérêt d'entretenir cette culture. De plus, ils y étaient forcés.
- 65 Les autres cultures de rapport exigeaient moins d'effort parce que les dimensions requises étaient beaucoup plus petites (environ 100 m²)³⁷. La pression était moins forte par rapport au café et aux autres corvées. Cependant, ceci est à prendre avec réserve pour la culture du coton dans la plaine de l'Imbo. Nous savons par ailleurs que c'est une culture très contraignante³⁸.
- 66 Nous pourrions donc dire que les cultures de rapport ont absorbé une bonne portion de main-d'oeuvre, mais pas dire qu'elles ont pris la part du lion. Les corvées exigeaient aussi une grande main-d'oeuvre : les corvées dues aux chefs, appelées par les autorités coloniales "prestations traditionnelles" avant qu'elles ne soient abolies, et les corvées coloniales qualifiées par les mêmes autorités de "travaux exécutés pour l'intérêt de la population". Les premières étaient des travaux agro-pastoraux exécutés au profit d'un chef. La deuxième catégorie était constituée de travaux de construction de routes, de reforestation, de portage etc.
- 67 Cette analyse globale de la gestion de la main-d'oeuvre en situation coloniale cache cependant des cas particuliers fort intéressants pour la compréhension des stratégies adoptées par les ménages. L'agriculteur essaya de résoudre le problème de conflit de calendrier agricole, soit en laissant les travaux de champs non obligatoires aux enfants ou en allongeant la journée de travail. Ainsi les gens cultivaient les champs non-obligatoires très tôt le matin ou tard le soir, avant et après les travaux obligatoires. D'autres fois, ils s'absentaient purement et simplement. Mais dans ce dernier cas, ils s'exposaient aux fouets ou à d'autres punitions qui différaient suivant les sexes.
- 68 Il arrivait aussi des cas où l'agriculteur abandonnait les champs près de l'habitation, en fait les plus productifs. Voici ce que nous dit cet informateur à ce propos : "pendant les travaux obligatoires, nous ne travaillions plus notre propriété. Nous n'y travaillions pas du tout. Tout le temps, nous étions déplacés, de lieu en lieu, et les champs sur nos propres propriétés retournèrent en friches"³⁹.
- 69 La main-d'oeuvre était un besoin permanent et non temporaire. Un travail important reste à faire. Il faudra multiplier des enquêtes orales à travers des études de cas pour comprendre l'histoire du travail et de son organisation, pendant la période coloniale, voire après l'indépendance.

NOTES

1. Ce texte a été présenté au Colloque d'Antananarivo sur Pouvoirs et Etats dans l'histoire de Madagascar et du Sud-Ouest de l'Océan Indien, organisé du 6 au 12 juin 1991. Nous remercions les organisateurs de cette rencontre scientifique qui nous donné l'occasion d'y participer.
2. MWOROHA Emile et Alii, *Histoire du Burundi des origines à la fin du XIX^e siècle*, Hachette, Paris, 1987, p. 74.
3. BOTTE Roger, "Processus de formation d'une classe sociale dans une Société Africaine Pré-Capitaliste", in *Cahiers d'Etudes Africaines*, 14 (56), p. 610.
4. NSANZE Augustin, *Un Domaine Royal au Burundi : Mbuye (environ 1850-1945)*, Paris, 1980, p. 3.
5. La littérature ethnographique fait croire que la relation d'Ubugabire s'établissait entre un "supérieur" (autorité politique ou un riche pasteur en l'occurrence un mututsi) et quelqu'un de condition inférieure (un sujet ou un agriculteur en l'occurrence un muhutu). Il s'agit là d'une généralisation abusive. Toutefois, nous soutenons que l'Ubugabire créait une inégalité psychologique entre patron et client, indépendamment de leur statut antérieur.
6. Il s'agit là des chiffres estimatifs à caractère indicatif. Il n'est pas moins vrai que la grande peste bovine de 1891-1892 qui affecta toute l'Afrique orientale emporta beaucoup de troupeaux.
7. MBANZENDORE Caroline, enquêtes orales, Gahweza-Kinganda, juillet 1986.
8. Voir à ce propos l'article de Faustin RUTEMBESA : "Ubugabire dans le Burundi Ancien..., une Institution Féodale ?", in *Cahiers d'Histoire*, n° 3, Département d'Histoire, Université du Burundi, 1985, pp. 41-51. Cet auteur précise qu'il "cite plusieurs catégories d'ingabire suivant le mode d'entrée dans la relation Ubugabire" (p. 42). Dans le cas d'inka z'ubugenzi (bétail donné en signe d'amitié), "les devoirs des parties n'étaient pas précis" (p. 43). Il n'y a donc pas nécessairement de contre-partie en main-d'oeuvre.
9. MWOROHA Emile, *Peuples et Rois d'Afrique des Grands Lacs, le Burundi et les Royaumes voisins au XIX^e siècle*, Les Nouvelles Editions Africaines, Abidjan-Dakar, 1977, p. 189.
10. Pour plus de détails sur la question, lire notamment :
 - CHRETIEN Jean-Pierre, "La Sidérurgie Ancienne du Burundi", in *Culture et Société*, 3, 1980, pp. 65-74.
 - CELLIS G., *La Métallurgie traditionnelle au Burundi, Techniques et Croyances*, Tervuren, Archives d'Anthropologie 25, 1976.
11. MARCHI, F., "L'Elevage du gros et du petit bétail au Ruanda-Urundi", in *Bulletin du Congo Belge* 1939, p. 628, Abagaragu sont des clients.
12. MARIMBU Thomas, Enquêtes orales, Kiganda, août 1986.
13. MBANZENDORE Caroline, Enquêtes orales, Gahweza-Kinganda, juillet 1986.
14. HARIMENSHI Pia, "La Femme Burundaise dans le Développement" in *Au coeur de l'Afrique*, n° 3, 1975, p. 154.
15. RIRAGEZA, Enquêtes orales, Makamba, octobre 1986.
16. DICKERMAN Carol, "the Founding of Bujumbura", in *Culture et Société*, Centre de Civilisation Burundaise, Vol VI, Bujumbura, 1983, p. 52.
17. *Idem.*, p. 50.
18. LEARTHEN Dorsey, *The Rwandan Colonial Economy, 1916-1941*, Michigan State University, ph. D. Dissertation, 1983, p. 73.
19. Le Rapport économique du Territoire de Kayogore, 1^{er} semestre 1926, Bujumbura, Archives Nationales et Documentation, Kitega AA 109 /1918-1920.
20. LEARTHEN Dorsey, *op.cit.*, pp. 56-57.

21. Ce programme avait entre autres objectifs de "remédier à la sous-alimentation des indigènes, aux disettes et famines périodiques", par l'intensification des cultures, l'imposition à tout indigène adulte et valide non exonéré, de cultiver et de maintenir en culture une plantation de manioc ; reboisement systématique des territoires etc. Le texte intégral de ce programme est repris dans le Rapport d'Administration belge sur le Ruanda-Urundi pendant l'année 1930, pp. 5-6.
22. Lettre du Ministre belge des colonies au Gouverneur Général du Congo Belge du 10 avril 1928, Bujumbura, Archives Nationales et Documentation. Kitega AA79 / 1928-32.
23. LEARTHEN Dorsey, *op.cit.*, p. 56.
24. *Idem.*, p. 63.
25. Voir à ce propos Jean-Pierre CHRETIEN, "Des sédentaires devenus migrants, les motifs de départs des Burundais et des Rwandais vers l'Uganda (1920-1960), in *Culture et Développement*, vol. X, n° 1, 1978, pp. 71-101.
26. MBANZENDORE Caroline, Enquêtes orales, Gahweza-Kiganda, juillet 1986.
27. Lettre du Président de l'Urundi du 8 janvier 1931 à tous les Administrateurs territoriaux. Archives Nationales et documentation, Bujumbura, Kitega ABl / 1926-1931.
28. MBANZENDORE Caroline, Enquêtes orales, Gahwera-Kinganda, juillet 1986.
29. Voir à ce propos : NSABIMANA Tharcisse, *Food Production History in Burundi: 1880-1945*, University of Wisconsin, Madison, ph. D. Dissertation 1988, pp. 83-115.
30. *Rapport d'Administration Belge sur le Ruanda-Urundi pour l'année 1934*, p. 84.
31. Règlement n° 96/Agri du 20 août 1931, du Résident de l'Urundi.
32. *Rapport d'Administration Belge sur le Ruanda-Urundi pendant l'année 1928*, p. 61.
33. NDIRAGORA, Enquêtes orales, Makamba, octobre 1986.
34. *Rapport d'Administration Belge sur le Ruanda-Urundi pour l'année 1930*, p. 83.
35. EECKHOUT, "Le Drainage des Marais", in *Servir*, n° 5, 2^{ème} année, 1941, p. 28.
36. RIRAGEZA, Enquêtes orales, Makamba, octobre 1986.
37. Instructions relatives à la campagne de culture du coton, Archives Nationales et Documentation, Bujumbura, Kitega AA 132/139.
38. MBANZENDORE Caroline, Enquêtes orales, juillet 1986, Kiganda.
39. ...

RÉSUMÉS

Manpower management is an important question in any production system, even if, when we speak today, we associate the term with the modern factory. Yet, in any economy, ancient or modern, a production unit whether small or large, must manage its manpower efficiently. Thus all societies have organised work mechanisms. Burundian society, at the end of the 19th century, had its system for the management of manpower, which was modified when it came into contact with colonisation. This study examines this management over both periods up the 1930's.

AUTEUR

THARCISSE NSABIMANA

Université du Burundi – Bujumbura – Burundi